

Manifeste des socialistes de Turquie et des Balkans

Christian Rakovsky

Source : « Bulletin périodique du Bureau socialiste international », n°9, pp. 5-7.
Texte également publié dans "l'Humanité" du 14 octobre 1912. Notes MIA.

Au peuple travailleur des Balkans et d'Asie Mineure. À l'Internationale ouvrière ! À l'opinion publique !

La guerre est à nos portes¹. Quand ces lignes paraîtront, elle sera probablement un fait accompli. Mais nous, les socialistes des pays balkaniques ainsi que du proche Orient que la guerre atteint plus directement, nous ne nous laisserons pas entraîner par la vague chauvine. Nous élevons plus énergiquement encore notre voix contre la guerre et nous invitons les masses ouvrières et paysannes avec toutes les démocraties sincères à se joindre à nous pour opposer à la politique des violences sanglantes, qui traîne derrière elles les conséquences les plus funestes, notre conception de la solidarité internationale.

Les prolétaires des Balkans n'ont rien à gagner à une aventure, car vaincus et vainqueurs verront également, sur des monceaux de cadavres et de ruines s'élever plus forts et plus arrogants encore le militarisme, la bureaucratie, la réaction politique et la spéculation financière avec leur cortège habituel de lourds impôts et de renchérissement de la vie, d'exploitation et de misère profonde.

La guerre aura, en outre pour les pays balkaniques, d'autres conséquences qui résultent de leur situation politique et géographique. Dans le cas où ils sortiraient vainqueurs du conflit et où l'empire ottoman deviendrait l'objet d'un partage, la part léonine, c'est-à-dire les régions économiquement les plus riches et les points stratégiques les plus importants deviendront la proie des grandes puissances capitalistes qui, depuis des siècles, s'arrachent les territoires d'Orient, lambeau par lambeau.

L'Autriche à Salonique, la Russie au Bosphore et en Anatolie orientale, l'Allemagne occupant le reste de l'Anatolie et l'Italie l'Albanie du sud - telle sera la carte probable de l'Orient après une débâcle éventuelle de l'empire ottoman.

Or, le jour où ils tomberont dans les griffes des puissances, il en sera fait de l'indépendance nationale des États balkaniques. Les libertés politiques et publiques des peuples seront anéanties par le militarisme et l'autocratie monarchique, qui, forts de leur victoire sur les Turcs, exigeront de nouveaux crédits pour leurs armées en même temps que de nouveaux privilèges pour les souverains.

Et, après ces dures épreuves, les luttes nationales entre les peuples ne seront pas closes. Elles deviendront alors plus acharnées encore, les uns et les autres aspirant à l'hégémonie.

1 Il s'agit de la Première guerre des Balkans, qui débuta en octobre 1912. Les Turcs furent vaincus et, par le Traité de Londres du 30 mai 1913, ils durent renoncer à leurs anciennes possessions européennes, l'empire ottoman ne gardant plus sur le continent qu'un territoire réduit autour de Constantinople.

La Turquie victorieuse nous donnera une recrudescence du fanatisme religieux et du chauvinisme musulman – le triomphe de la réaction politique –, la perte des quelques améliorations obtenues au prix de tant de sacrifices dans le gouvernement intérieur du pays. Elle amènera en outre le triomphe des impérialismes autrichien et russe, qui se poseront en sauveurs des puissances balkaniques battues, pour étendre leur protectorat intéressé à des peuples ruinés.

Pour justifier la guerre, les nationalistes des États des Balkans invoquent la nécessité de réaliser leur unité nationale ou du moins d'obtenir l'autonomie politique pour leurs nationaux qui se trouvent sous la domination turque.

Ce ne sont pas les partis socialistes qui s'opposeront à la réalisation de l'unité politique des éléments de chaque nation.

Le droit des nationalités à une vie autonome est la conséquence directe de légalité politique et sociale et de la suppression de tout privilège de classe, de caste, de race ou de religion, demandées par l'Internationale ouvrière. Mais cette unité sera-t-elle réalisée par le fait d'un partage des populations et des territoires de la Turquie entre les petits États balkaniques ?

Les Turcs tombés sous la domination bulgare, serbe ou grecque, auront-ils leur unité nationale ? Les Serbes de Novi-Bazar et de la Vieille-Serbie, les Bulgares, les Grecs, les Albanais de la Macédoine, qu'un partage mettrait éventuellement sous le joug de l'Autriche ou de l'Italie, les Arméniens et les Kurdes de l'Anatolie orientale, les Turcs, les Grecs, les Bulgares du vilayet d'Andrinople, qui peuvent devenir la proie de la Russie, réaliseront-ils leur unité nationale ?

La bourgeoisie et le nationalisme sont impuissants à constituer une unité nationale véritable et durable. Ce qui aura été créé par la guerre, pourra être détruit par une autre guerre.

L'unité nationale, fondée par la subjugation d'éléments nationaux d'autres races, porte en elle un vice originel qui la menace sans cesse. Le nationalisme ne fait que changer le nom des maîtres et les degrés de l'oppression, mais il ne les supprime pas. Seule, la démocratie politique avec l'égalité réelle pour tous les éléments, sans différence de race, de religion et de classe, peut créer une véritable unité nationale.

L'argument nationaliste n'est, en réalité, qu'un prétexte pour les gouvernements balkaniques. Le véritable motif de leur politique n'est que la tendance vers l'expansion économique et territoriale, qui caractérise tous les pays à production capitaliste. Les voisins de la Turquie cherchent chez elle les mêmes avantages que les grandes puissances, cachées derrière les petits États : ils veulent des marchés pour le placement de leurs marchandises, de leurs capitaux et de cet excès de personnel bureaucratique pour lequel il n'y a plus de place dans les bureaux de la métropole.

Mais si nous marquons la lourde responsabilité des États balkaniques dans la guerre en perspective aussi bien que dans le passé quand ils empêchaient la transformation intérieure de la Turquie, si nous accusons de duplicité la diplomatie européenne qui n'a jamais voulu des réformes sérieuses en Turquie, nous ne voulons nullement diminuer la responsabilité des gouvernements turcs eux-mêmes. Nous les dénonçons aussi au monde civilisé, au peuple de l'empire et particulièrement aux masses musulmanes avec l'appui desquels ils ont pu maintenir leur domination. Nous reprochons au régime turc une absence complète de liberté réelle et d'égalité pour les nationalités, – un manque absolu de sécurité et de garantie pour la vie, les droits et les biens des citoyens – l'inexistence d'une justice et d'une administration bien organisées ou impartiales. Il a maintenu un système d'impôts des plus lourds et des plus vexatoires. Il est resté sourd à toutes les demandes de réformes pour les ouvriers et paysans musulmans et non musulmans. Il n'a soutenu que les féodaux et les tribus nomades, armées contre les agriculteurs sans défense.

Par leur inertie proverbiale les gouvernements turcs n'ont fait que provoquer et entretenir la misère, l'ignorance, l'émigration et le brigandage, les massacres en masses en Anatolie et en Roumélie, en un mot l'anarchie qui sert aujourd'hui de prétexte à des interventions et à la guerre.

L'espoir que le nouveau régime mettrait fin au passé en inaugurant une politique nouvelle a été déçu. Les gouvernements « jeunes-turcs »² successifs n'ont pas seulement continué les errements du passé : Ils ont usé de l'autorité et du prestige d'un semblant de parlementarisme octroyé à la Turquie, pour appliquer un système de dénationalisation et d'oppression avec un centralisme bureaucratique excessif, étouffant les droits des nationalités et les revendications des masses laborieuses.

Les hommes du nouveau régime ont même, sous certains rapports, dépassé l'ancien qui avait élevé à la hauteur d'un système de gouvernement l'assassinat systématique des adversaires politiques.

Mais nous reconnaissons aux peuples – et aux peuples seuls – le droit de disposer de leur sort. À la guerre que nous répudions de toutes nos forces, comme moyen de résoudre les problèmes politiques et sociaux, nous opposons l'action des masses conscientes et organisées.

À l'idéal sanglant des nationalités de disposer du sort des peuples par la guerre et de marchander leurs droits et leurs territoires, nous répondrons par l'affirmation de la nécessité impérieuse, déjà proclamée à la Conférence inter-balkanique et socialiste de Belgrade de 1909³, d'unir étroitement, sous la forme la plus démocratique, tous les peuples des Balkans et du proche Orient, sans distinction de race ou de religion.

En dehors de cette Fédération des peuples de l'Europe orientale, il n'y a pas d'unité nationale possible et durable pour eux. Il n'y aura pas de progrès économique et social rapide, car leur développement sera continuellement menacé par des retours perpétuels de la réaction intérieure et de la domination étrangère.

En ce qui concerne plus spécialement l'empire ottoman, nous considérons qu'une réforme radicale dans ses rapports intérieurs peut seul rétablir la paix et la vie normale, éloigner les interventions étrangères et les dangers de guerre, et enfin rendre possible la Fédération démocratique des Balkans.

Ce n'est pas en essayant de ranimer des projets vieux d'un demi-siècle, hérités d'une bureaucratie à courte vue, que le gouvernement turc pourra résoudre le problème des nationalités. C'est en accordant l'égalité réelle par l'octroi de l'autonomie complète aux nationalités pour leurs institutions culturelles – écoles, églises, etc. – et en établissant le gouvernement local (le self-government) par régions, cantons et communes, avec la représentation proportionnelle des éléments ethniques et des partis, avec l'égalité des langues.

Seule une administration dans laquelle les divers éléments ethniques de l'empire seront représentés, donnera les garanties nécessaires d'impartialité.

Seule, la réforme agraire, la réforme des impôts, une législation sociale et des garanties pour les droits d'association et de réunion donneront aux masses ouvrières et paysannes musulmanes ce minimum de satisfaction qui les attachera au régime nouveau.

2 Nom donné en Europe occidentale aux membres de « Union et Progrès », le parti de la bourgeoisie turque fondé en 1889 à Constantinople. Les Jeunes Turcs aspiraient à limiter le pouvoir absolu du Sultan et à transformer l'empire féodal en une monarchie constitutionnelle bourgeoise. En 1908-1909, une révolution éclata, à partir de la mutinerie d'unités de l'armée dirigées par des officiers « Jeunes Turcs », forçant le Sultan Abdul Hamid II à rétablir la Constitution parlementaire de 1876 qui avait été abolie en 1878. Le nouveau Parlement inaugura ses sessions à la fin 1908.

3 La première « conférence sociale-démocrate inter-balkanique » s'était réunie fin 1909 à Belgrade à l'invitation du parti social-démocrate de Serbie, en exécution d'une décision prise lors d'une réunion privée des délégués des partis sociaux-démocrates balkaniques au Congrès de l'Internationale socialiste tenu à Stuttgart en 1907.

Ces réformes peuvent contrarier la bureaucratie turque, c'est-à-dire les quelques milliers d'individus attachés à leurs privilèges. Mais elles seront profitables au plus haut degré au peuple turc que le régime actuel réduit aux fonctions exclusives de soldat et de gendarme, courant à toutes les frontières et dans toutes les provinces pour combattre les calamités amassées sur ce pays par l'incapacité de l'oligarchie turque.

La solution des grands problèmes qui agitent les populations de l'empire ottoman garantira la sécurité nationale des musulmans et leur permettra de s'appliquer en tout repos à leur développement économique, politique et social.

Voilà le programme pour la réalisation duquel nous faisons appel, non seulement au concours du prolétariat des Balkans, mais aussi à celui du socialisme international.

Nous, les socialistes des Balkans et du proche Orient, nous avons la haute conscience du double rôle qui nous incombe à l'égard du prolétariat mondial et envers nous-mêmes.

Remontant le courant belliqueux déchaîné par les gouvernements et par la presse chauvine, luttant contre les sentiments enracinés et nourris par une éducation faussée, destinée à favoriser la lutte entre nationalités et la domination des classes, nous accomplirons, sans défaillance, notre devoir de solidarité internationale. En fait, nous nous trouvons simplement aux avants-postes, car la guerre des Balkans porte en elle un danger imminent pour la paix générale. En réveillent tous les appétits capitalistes des grands États, en donnant la prépondérance dans la vie politique aux éléments impérialistes, avides de conquêtes, elle peut provoquer, non seulement le conflit entre nations, mais encore la guerre civile. Et, comme les gouvernements capitalistes de plusieurs pays sont acculés par les victoires successives du prolétariat, dans leurs derniers retranchements, ils ne manqueront pas de saisir l'occasion qui leur sera offerte pour noyer dans le sang les masses ou d'étrangler par une législation restrictive, notre mouvement d'émancipation, de civilisation et de progrès humain.

Depuis des semaines et des mois, nous menons une campagne contre la guerre. Mais c'est surtout en ce moment que nous élevons le plus fortement notre protestation. Nous exprimons notre volonté ferme de soutenir de toutes nos forces la lutte du prolétariat mondial contre la guerre, contre le militarisme, contre l'exploitation capitaliste, pour la liberté, pour l'égalité, pour l'émancipation des classes et des nationalités, en un mot, pour la paix.

À bas la guerre !
Vive la solidarité internationale des peuples !

Les Socialistes de Turquie et des Balkans